



ISSN :2957-6385 (print), ISSN : 2957-6393 (online)

<https://www.doi.org/10.5918/crsh102504>

Perspectives de la diplomatie congolaise en Asie -Pacifique : regards sur la Chine

Perspectives on Congolese diplomacy in Asia-Pacific : a look at China

Piaget Mpoto Balebo¹ et Georges Olemanu Lohalo²

1 Professeur à l'Université de Kinshasa et chef de Département des sciences politiques, relations internationales et bonne gouvernance au CRESH.

2 Chercheur au Centre de recherche en sciences humaines



Received: 27 July 2024

Accepted: 15 January 2025

available online: 26 January 2025

Résumé. Pour son développement économique, la RDC, est invité à jeter un coup d'œil sur la région d'Asie-Pacifique, en mettant un accent sur la diplomatie économique. Telle est la démarche poursuivie, à travers cet article qui, se présente d'une part comme une sonnette d'alarme pour une connaissance, par les uns et les autres, de la région de l'Asie-Pacifique et d'autre part montre l'impérieuse nécessité pour la RDC d'entretenir des bonnes relations diplomatiques avec ces pays dont la Chine est la figure de proue en vue de promouvoir une diplomatie qui ne se voudrait pas que bien réussie, mais aussi et surtout, bien nourrie, avec les résultats concrets, et ce conformément à la mission pluridimensionnelle dont nos ambassades et consulats dans cette région seraient hautement chargés.

Mots clés : Diplomatie Economique, Asie Pacifique, RDC, Chine

Abstract. For its economic development, the DRC, is invited to take a look at the Asia-Pacific region, with emphasis on economic diplomacy. This is the approach pursued, through this article which, on one hand, presents itself as an alarm bell for understanding, by one and the other, of the Asia-Pacific region and on the other hand shows the imperative need for the DRC to maintain good diplomatic relations with these countries of which China is the figurehead with a view to obtaining a diplomacy which would not only be successful, but also and above all, well nourished, with the concrete results, in accordance with the multidimensional mission with which our embassies and consulates in the region would be highly responsible.

Keywords: Economic diplomacy, Asia Pacific, DRC, China.

1. Introduction

Ces dernières décennies, plusieurs bouleversements sont intervenus dans le système international ; les acteurs s'étant multipliés, certains centres d'intérêts se sont déplacés et les enjeux ont changé en nombre et en importance.

78 ans après l'adoption de la Charte des Nations Unies, le monde a profondément subi des mutations causées par l'évolution des idéologies, des économies, des démographies, des mentalités et des moyens de communication. Toutes ces mutations ont bouleversé le système international qui, de toute évidence, a connu/continue à connaître la décolonisation, l'émergence de nouvelles puissances et des nouveaux acteurs, les intégrations économiques régionales, les pandémies, la prolifération des armes et des conflits de tout genre. L'une des plus grosses erreurs tactiques et de jugement que puisse commettre un Etat, c'est de ne pas intégrer toutes ces mutations et évolutions dans la formulation de sa politique étrangère et dans la conduite de ses activités diplomatiques.

D'aucuns pourraient légitimement se demander pourquoi l'on s'intéresserait autant à la région d'Asie-Pacifique. Avec la fin de la guerre froide, la politique étrangère, autrefois axée surtout sur les questions de sécurité, s'oriente davantage vers les questions commerciales et économiques. Il n'est un secret pour personne que la zone Asie-pacifique, qui englobe l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Nord-Est et l'Océanie, est aujourd'hui la région la plus prometteuse économiquement et est devenue l'un des principaux pôles de croissance du monde et aucun pays ne peut se permettre de s'en passer ; même les USA et l'Union Européenne n'osent pas. D'ailleurs, les Etats Unis ayant constaté cela ont initié des ententes à l'instar du Partenariat Transpacifique (Trans-Pacific Partnership), l'ANZUS (Australie-Nouvelle Zélande-USA) ou très récemment l'AUKUS pour contrer l'influence grandissante des géants asiatiques dont la Chine est en tête.

En effet, selon les estimations et certaines études des experts (NIC, 2015), (CIA, 2021), (Kishore, 2020) à elle seule, l'Asie détiendra 52 % du PIB mondial en 2050 (sans compter l'Océanie), contre 13% pour l'Europe et 18% pour l'Amérique du Nord. Pour les exportateurs, les économies en plein essor de l'Asie-Pacifique représentent des marchés prometteurs de biens de consommation et de capitaux, ainsi que des débouchés intéressants. Le centre du monde est en train de se déplacer inéluctablement vers l'Asie. Devons-nous rappeler que du G7 (à l'instar du Japon), et qui vers les années 1970 détenaient les deux tiers de l'économie mondiale, ne détiennent à ce jour que 45% du PIB mondial ? Et cette tendance va en s'amplifiant.

Les Etats comme le Singapour, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, ou même les Philippines où se trouve une grande communauté congolaise, qui hier n'étaient d'aucun poids économique considérable, sont en plein essor et deviennent de plus en plus incontournables. L'intégration de la Chine à l'économie mondiale et le fait qu'elle soit en passe de devenir la première puissance économique mondiale constitue une autre raison de s'intéresser à l'Asie-Pacifique. Il serait très fatal pour un pays comme la RDC, avec tout ce qu'elle a à offrir au monde, de rater cette opportunité de développer des relations diplomatiques très étroites et centrées sur la coopération économique avec ces pays. Si une mission diplomatique classique était couteuse, les consulats ou quelques bureaux économiques feraient bien l'affaire.

Si les économies les plus avancées se roulent vers cette partie du monde avec diverses opportunités à l'instar du méga projet chinois « Belt and Road Initiative », entendez, « Initiative Ceinture et Route » et plein d'autres, la RDC n'a donc aucune raison de ne pas tenter sa chance, vu les débouchées en jeu.

Pour le rayonnement de la RDC sur la scène internationale et pour une politique d'ouverture au monde, une nécessaire politique de (re)-mise à jour de sa diplomatie est autant requise qu'elle se révèle bien impérieuse. Et cela, vu la nouvelle configuration spatio-temporelle

internationale, où de profondes mutations s'opèrent au rythme de l'influente, intransigeante et imposante dynamique Compétition des grandes puissances vs Mondialisation, avec l'apparition des nouveaux acteurs, et des nouveaux défis et enjeux mondiaux, il est urgent que la RDC, dans la configuration actuelle de sa diplomatie, puisse jeter un regard sur la région d'Asie-Pacifique.

De la Chine à Singapour en passant par Hong Kong, de la Thaïlande au Japon en passant par la Corée du sud, de l'Indonésie à la Malaisie en passant par le Vietnam, la région de l'Asie-Pacifique dont la plupart de pays avaient un même niveau de développement que la RDC est à ce jour, une région économiquement incontournable.

Pour son développement économique, la RDC, notre pays est invité à jeter un coup d'œil sur la région d'Asie-Pacifique, en mettant un accent sur la diplomatie économique. Telle est la démarche poursuivie, à travers cet article qui, se présente d'une part comme une sonnette d'alarme pour une connaissance, par les uns et les autres de la région de l'Asie-Pacifique et d'autre part montre l'impérieuse nécessité pour la RDC d'entretenir des bonnes relations diplomatiques avec ces pays dont la Chine est la figure de proue en vue d'obtenir une diplomatie qui ne se voudrait pas que bien réussie, mais aussi et surtout, bien nourrie, avec les résultats concrets, et ce conformément à la mission pluridimensionnelle dont nos ambassades et consulats dans cette région seraient hautement chargés.

Ce présent article, s'inscrivant dans le cadre de la coopération sud-sud, présente un aperçu de l'importance économique croissante de la région de l'Asie-Pacifique, en prenant la République Populaire de Chine comme cas d'étude ; il décrit les liens que devraient entretenir la RDC avec les pays de la région sur les plans des échanges et des investissements et enfin, il essaye de remédier à la mollesse des échanges de la RDC avec les pays de la région susvisée.

2. Contexte historique et dimension économico-stratégique de la présence chinoise en Afrique

Très tôt, lors de la conférence de Bandung en 1955 et dans l'euphorie des Indépendances, la Chine a manifesté un intérêt pour le continent africain. La construction de la ligne de chemin de fer Tazara en Afrique de l'Est en est une belle illustration. Depuis quelques années, la Chine exprime un intérêt plus marqué pour l'Afrique comme en témoigne les multiples visites de haut niveau des autorités chinoises en Afrique et les nombreux investissements chinois en Afrique. Les différentes visites s'inscrivent dans le cadre du renforcement de l'Amitié Sino-Africaine. Au début de chaque année, le ministre des Affaires Etrangères chinois visite un pays africain et c'est depuis le vote historique des africains en faveur de la Chine aux Nations-Unies.

Côté politique, depuis la décennie passée, la Chine a fait sauter le dernier verrou de la présence taiwanaise en Afrique à l'exception du royaume d'Eswatini. C'est dire combien la Chine manifeste un intérêt plus marqué pour l'Afrique comme en témoigne la présence très remarquée de ses représentations diplomatiques et consulaires et ses nombreuses entreprises dans presque tous les pays du continent.

Si les échanges commerciaux entre la République Populaire de Chine et l'Afrique restent encore limités, leur croissance est significative. Les flux entre la Chine et l'Afrique ont représenté 10 milliards de dollars en 2000 contre 200 milliards de dollars en 2021 (Olemanu, 2022). Aujourd'hui, la République Populaire de Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique depuis 13 ans, et ses exportations de machines et de produits de première nécessité ont bien répondu au besoin de production et de substance du continent (FOCAC, 2021). Les entreprises chinoises dans le domaine du bâtiment et des travaux publics (BTP) sont devenues des concurrentes des groupes français comme Bouygues ou Dumez. La Chine a multiplié ces dernières années la construction d'infrastructures, secteur dans lequel son savoir-faire et sa compétitivité sont avérées et indiscutables. L'Afrique n'en reste

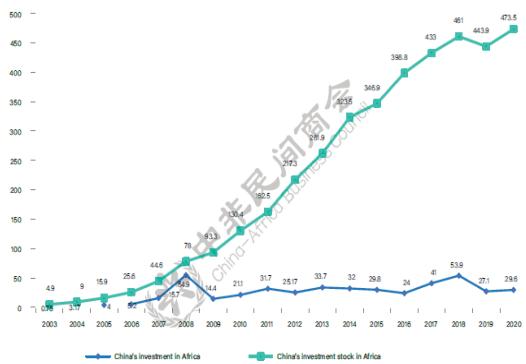
pas moins une terra incognita pour la Chine (François, 2005).

Table 1: Commerce Sino-africain 2000-2020

Année	Montant en USD
2000	10 milliards
2010	198 milliards
2021	200 milliards

Source : Olemanu, 2022

En dépit des multiples échanges commerciaux, l'Afrique apparaît comme une cible privilégiée des investissements chinois, une sorte de trampoline dans la stratégie de globalisation des grandes entreprises chinoises soutenue par les autorités : en 2004, le Président chinois Hu Jintao déclarait d'ailleurs que la mondialisation constituait un axe prioritaire pour l'économie chinoise (Delherm, 2004). Le continent africain présente une situation essentiellement favorable pour les investissements et les entreprises chinoises : bien souvent elles n'y rencontrent qu'une concurrence limitée du fait de la désaffection occidentale qui a suivi la fin de la guerre froide (Olemanu, The post-cold war China's strategic move in Africa and the shifting paradigm, 2021). En 2022, Les investissements Chinois en Afrique se chiffrent à 56 milliards de dollars américains. Figure 1: Investissements chinois en Afrique 2003-2020 (en milliards de USD)



Source: Chinese Investment in Africa, China-Africa Business council, 2021

Il faut aussi signaler que le continent africain est une source non négligeable de ressources minérales pour la Chine, qui joue un rôle très capital dans le maintien de la stabilité de la

chaîne industrielle chinoise. Les entreprises chinoises continuent à montrer un intérêt croissant pour investir en Afrique. A ce jour, plus de 3500 entreprises chinoises sont implantées en Afrique dont plus de 70% d'entreprises privées (CABC, 2021).

C'est dans cette optique qu'en 2008, la Chine a accordé plusieurs prêts à la RDC pour lancer l'exploitation de la joint-venture sino-congolaise, Sicomines, mais aussi pour réaliser des infrastructures dans le pays de Lumumba. C'est ce qu'on a appelé le « contrat sino-congolais » ou les « contrats chinois » ; contrats sous forme de troc : cuivre et cobalt contre la construction d'infrastructures avec le consortium chinois pour un montant global de 9 milliards de dollars qui, sous pression du Fonds Monétaire International, sera renégocié à 6 milliards ; dont les différents avenants n'ont cessé de contribuer à son optimisation.

1. La RDC, pays au cœur de la transition énergétique et de la révolution numérique

Les qualificatifs sont foisonnés lorsque l'on parle de la RDC : pays bénit de Dieu, réserve minière du monde, scandale géologique, territoire à très fort potentiel, tant le sol et le sous-sol de ce pays sont très riches avec les matières premières, notamment de la transition énergétique et de la révolution numérique, convoitées de tous : quelle aubaine pour sa diplomatie !

Il est fait constat tout d'abord que les nombreux métaux rares et précieux partagent tous des points communs. Ils sont de fait géologiquement associés aux métaux abondants dans d'infimes proportions. Leur rareté implique un prix très élevé et sont essentiels au capitalisme vert, puisqu'ils limitent l'empreinte carbone des produits qu'ils alimentent. En effet, leurs propriétés magnétiques permettent de générer du mouvement via leur champ électromagnétique sans combustion ! Dès lors, ces "super-aimants" miniatures ne produisent aucun gaz à effet de serre, et génèrent une électricité propre. De même, leurs propriétés physiques et chimiques sont utilisées par de multiples technologies vertes. Par conséquent, leur exploitation est en plein essor, et ils sont perçus

d'une part comme "une source et un enjeu de la puissance" et d'autre part comme de nouvelles sources d'énergie de la troisième révolution industrielle. La RDC, riche en cobalt et en lithium, est aussi un grand puit hydro-forestier avec ses 37 Giga Tonnes de Carbone (GTC) sur pieds, 30 GTC couchés en tourbière et 141 GTC sol, la transition écologique ne se fera pas sans la RDC.

Dès lors, l'hégémonie congolaise sur les métaux précieux est une arme économique et géopolitique cruciale et cela ne peut se réaliser qu'avec une diplomatie économique active, bien cordonnée à partir de la centrale avec des acteurs (diplomates) actifs et entreprenants dans la périphérie (missions diplomatiques), qui feraient profiter à la RDC de ses richesses tant minières qu'énergétiques afin de ne pas sortir perdant d'une guerre des métaux rares et précieux" appelée à rythmer le XXIe siècle (Guillaume, 2018).

Pour se faire, ceci requiert une diplomatie économique agissante, un fort lobbying et des orientations claires. Ceci revient à dire que la RDC devrait conséquemment se préparer et participer aux conférences internationales où se négocie, se dessine et se décide chaque année la politique internationale concernant la résolution de problèmes cités ci-haut. D'ailleurs, il existe désormais des institutions, des programmes et de fonds internationaux mis en place à la suite des négociations multilatérales, une bonne diplomatie serait un grand levier du développement économique de la RDC.

La politique étrangère d'un pays étant le reflet de sa politique intérieure, il sied de circonscrire la reformulation de la politique étrangère en cernant les paramètres de la sous-région d'Asie-Pacifique dont le contour économique demeure la position de centralité de la Chine de même que l'énorme projet de « Belt and Road Initiative » mis en place par le président chinois Xi Jinping en 2013, lequel projet peut s'avérer bénéfique pour la RDC, si et seulement si sa diplomatie pourrait bien jouer le jeu comme le font l'Ethiopie, le Kenya, ou même la Tanzanie. Au regard de ses riches ressources

minières, forestières, aquacoles et hydriques ; une bonne diplomatie qui se veut économique à l'égard de la Chine ferait que cette dernière, dans son programme de « routes de la soie », construise, comme il le prévoit, des routes et chemins de fer reliant l'océan indien à l'océan atlantique, ou du nord au sud de l'Afrique via la RDC, et ceci serait d'autant plus profitable au pays de Lumumba qu'il lui permettrait de jouer réellement le rôle de pivot continental.

Pour ce faire, il importe de maîtriser les paramètres macro-économiques que nous imposent la mondialisation, la démocratisation, la coopération et le multilatéralisme, ainsi que les places boursières de l'Asie (Tokyo, Hong-kong, Shanghai...) ou transite la grande partie des transactions financières mondiales.

3. La Promotion de la diplomatie économique en Asie-Pacifique comme socle du développement de la RDC

L'enjeu congolais du 21^{ème} siècle consiste à renforcer et d'édicter des principes clairs qui puissent encadrer la nouvelle politique étrangère voulue efficace et efficiente ; de déterminer les objectifs à atteindre et d'arrêter les stratégies conséquentes à mettre en œuvre. Il n'y a pas plus tard que les décennies passées, la diplomatie d'un bon nombre des pays africains était calquée sur la reconnaissance, par Washington, Paris ou Londres, de leur gouvernement ou d'un régime politique respectif. Force est de constater que le monde change, les lignes bougent. La diplomatie traditionnelle a montré ses limites. Dans beaucoup de conférences diplomatiques et dans quelques ambassades avisées, la diplomatie économique¹ a pris le dessus sur la diplomatie politique. Le diplomate n'a plus forcément comme objectif d'envoyer les télégrammes sur la politique interne du pays

² La diplomatie économique est un ensemble d'activités visant les méthodes et procédés de la prise de décision relatives aux activités économiques transfrontières dans le monde réel. Vu sous cet angle, la diplomatie économique congolaise a connu un début embryonnaire sous le régime de Joseph Kabila avec la signature le 17 septembre 2007 et le 22 avril 2008, respectivement du Mémorandum d'Entente et de la Convention de collaboration entre le Gouvernement congolais et le groupement des entreprises publiques chinoises en vue de réaliser les projets d'exploitation minière et d'infrastructures.

d'accueil, mais aussi et surtout, il est de plus en plus vu dans les rendez-vous économiques et les négociations avec les investisseurs du pays d'accueil et ceux du pays dont il est ressortissant et dont il défend les intérêts à l'étranger.

Puisque pour la RDC avec ses 9 pays limitrophes, la diplomatie de bon voisinage reste et doit rester le fil conducteur de ses relations avec ses voisins, puisqu'à Paris, Londres et New-York il nous semble impératif pour la RDC d'envoyer les meilleurs de ses filles et fils, fins négociateurs et diplomates chevronnés qui informeraient le gouvernement congolais à prendre position sur tel ou tel autre sujet ou anticiper les événements qui se profilent à l'horizon international, force est de rappeler que les ambassades et consulats congolais en Asie-Pacifique doivent se focaliser sur la diplomatie économique en participant aux foires et expo à caractère économique et en incitant les investisseurs d'Asie-Pacifique qui veulent investir au Congo à venir prendre part au développement de la RDC dans une coopération gagnant-gagnant.

Pour ce faire, il est indispensable de maintenir la dynamique d'évaluation de l'action diplomatique, de tirer profit des avantages que présentent la région de l'Asie-Pacifique dont l'exemple chinois est éloquent et de bannir l'idée des blocs dans la diplomatie congolaise.

a) La Chine, acteur clé de la reconstruction congolaise

Dans le monde actuel, la mondialisation s'accélère, et un village planétaire se dessine de jour en jour (Tian, 2020). Parmi les nombreux bailleurs étrangers qui prennent une part active à la reconstruction de la République démocratique du Congo, nous citons entre autres les Institutions de Bretton Woods et l'Union Européenne, il en est un autre qui est sorti, presque deux décennies déjà, de sa légendaire discréption : la République Populaire de Chine. L'émergence économique de la Chine depuis une vingtaine d'années l'a

indiscutablement inscrite parmi les acteurs incontournables de la scène mondiale (Magali, 2010).

Les contacts documentés entre la Chine et le Congo remontent à 1887, lorsque les émissaires Belges, sous l'autorité de Léopold II, arrivent à Pékin à la recherche des travailleurs. L'objectif principal consistait à trouver, conformément au traité de relations diplomatiques entre la Belgique et la Chine, une main d'œuvre bien formée capable de construire le chemin de fer de l'État Indépendant du Congo. La cour des Qing ayant refusé la proposition des émissaires du Roi des Belges, la délégation s'est tournée vers les Britanniques et les Portugais, maîtres de certaines parties de la Chine à l'époque, pour atteindre son objectif. Grâce aux accords signés plus tard entre les deux parties, la première délégation chinoise est arrivée au Congo en 1898. Plus de 500 Chinois de Guangzhou, Macao et Hong Kong, certains accompagnés d'enfants, ont été amenés au Congo par les Britanniques comme travailleurs esclaves pour construire le premier chemin de fer congolais dans des conditions difficiles.

La République Populaire de Chine et la RDC ont harmonisé les relations diplomatiques en 1972. Depuis lors, les liens entre les deux pays ont toujours existé malgré les éclipses liées aux troubles et aux guerres. Ils se sont intensifiés durant la période de la transition politique congolaise, à tel point qu'il est désormais impossible de parler de la reconstruction de la RDC sans évoquer la Chine, dont la volonté de jouer le premier rôle dans la reconstruction congolaise suscite, chez les congolais, inspiration et admiration.

Depuis l'harmonisation des relations diplomatiques entre les deux pays, l'on constate le développement des échanges de tout genre dont le commerce, fruit des investissements chinois croissants, qui devient le ciment de cette coopération. Si le commerce sino-congolais représentait 600 millions USD en 1991 ; en 2022 il est de 10 milliards USD.

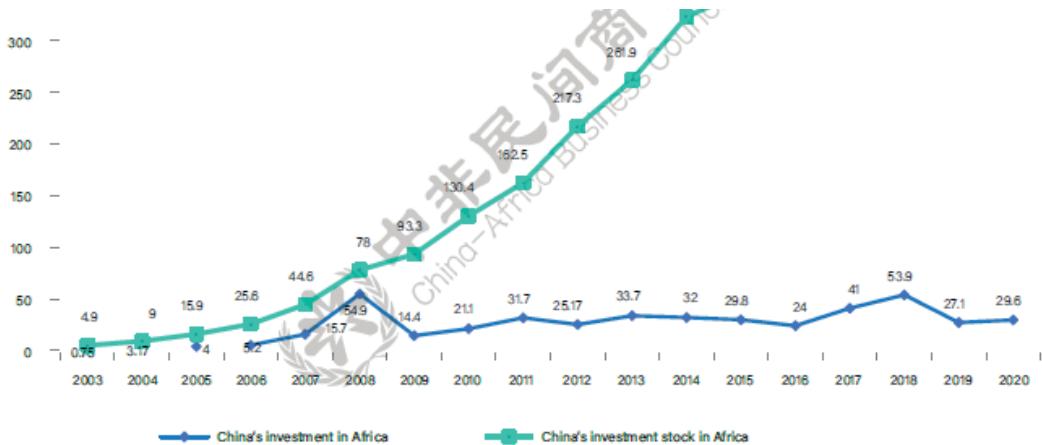


Figure 1: Investissements chinois en Afrique 2003-2020 (en milliards de USD)

Source: *Chinese Investment in Africa, China-Africa Business council, 2021*

F2 : Statistiques sur les échanges commerciaux sino-congolais (2015-2020)

Source : Ambassade de Chine à Kinshasa, <https://investindrc.cd/en/drcongo-at-a-glance/economic-outlook/economic-and-social-situation-in-the-drc>, accessed Avril 21, 2024.

Pour le gouvernement congolais, l'enjeu actuel consiste à renforcer, au mieux à optimiser, la coopération en mettant en contribution des secteurs clés, dont le succès ouvrirait la porte aux autres pays de l'Asie-Pacifique.

La Chine a en effet tous les atouts d'une grande puissance. C'est d'abord une puissance nucléaire, démographique, économique, culturelle et technologique incontestée. Le pays possède de plus des richesses naturelles importantes et développe ses capacités militaires à grande allure. Enfin, membre du Conseil de sécurité de l'ONU. À travers son activisme économique et commercial, la Chine propose, en fait, une formule de développement fondé sur le secteur des infrastructures avec des visées commerciales de long terme et inscrites dans une perspective régionale. Cette stratégie de « développement par le commerce et les infrastructures de transport » constitue un partenariat très attractif pour les autorités congolaises, car cette stratégie répond au besoin urgent d'infrastructures pour relancer l'économie congolaise, qui sort péniblement d'une longue période de convulsions.

La portée de la montée en puissance de l'économie chinoise sur la scène internationale

est variée. D'abord, globalement, les besoins chinois d'importation en matières premières et énergétiques ont contribué depuis les années 2000 à accroître la demande mondiale et à faire monter les cours des prix. La politique proactive de la République Populaire de Chine l'a conduit à être en concurrence sur les marchés extérieurs avec les puissances occidentales et les autres puissances asiatiques, le Japon et l'Inde notamment. Les effets de l'émergence chinoise ont eu des effets plutôt bénéfiques sur le processus de régionalisation et d'interdépendance des économies du continent.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il est impératif de renforcer entre la RDC et la Chine le nouveau partenariat stratégique global dynamique, principalement en matière de développement économique et social, sur la base de l'égalité et du respect mutuel, en vue de renouveler, de développer et d'élargir davantage cette coopération dans le siècle courant (XXIe siècle).

La RDC et la Chine disposent d'énormes potentialités, qu'elles doivent, avec un esprit stratégique, gérer de manière appropriée. Nous estimons que la RDC et la Chine sont appelées à améliorer les mécanismes de consultations bilatérales existants pour intensifier les liens

intergouvernementaux, explorer de nouveaux champs de coopération et partager leurs expériences en vue de renforcer leur partenariat mutuellement avantageux. Ceci ne peut être possible qu'avec à la fois la promotion des échanges de visites de haut niveau et des peuples afin de créer un climat favorable aux contacts et échanges commerciaux entre les deux pays. C'est dans ce cadre que nous saluons l'organisation du Forum Sino-congolais sur les Mines, l'Economie et la Coopération en marge du Forum sur la Coopération Sino-Africaine organisée à Pékin en septembre 2024. Par ailleurs, cette activité de haut niveau doit être capitalisée par les institutions chargées de la diplomatie pour le bon suivi des recommandations.

a) Le bannissement de toute idée de bloc (bi-polarité) dans la diplomatie congolaise

Sans nous voiler la face, à cause de ses minerais stratégiques, la RDC est convoitée pour ne pas dire tiraillée entre les grandes puissances, la Chine et les USA en ligne de mire (Olemanu L. G., 2022). Les USA avaient déguerpi lorsque le court des minerais était trop bas. La Chine en a profité et a commencé à les racheter. N'est-ce pas en RDC qu'a eu lieu en mai 2016, la vente par le géant américain Freeport-McMoRan, deuxième producteur mondial de cuivre à China Molybdenum de sa participation de 70% dans TF Holdings, compagnie détenant à 80% Tenke Fungurume, la plus importante mine de cuivre de la RD Congo ? Une relation triangulaire win-win n'est-elle pas tenable ? (Michael, 2021). Face à un tel dilemme, quelle attitude doit adopter la République Démocratique du Congo dont les matières premières sont un enjeu planétaire ?

Il est vivement conseillé à la RDC de ne pas être pris dans ce piège stratégique cornélien en demeurant fidèle aux fondamentaux de notre politique étrangère depuis 1960 en évitant de s'aligner derrière une puissance. En somme, « La RDC devrait savoir qui elle est, et surtout, savoir quels sont ses intérêts » comme le disait si bien Samuel Huntington, célèbre auteur du

« Choc des civilisations » (Michael, 2021). Le Gouvernement congolais doit user de la haute diplomatie pour satisfaire d'une part les intérêts des uns et des autres et d'autre part ménerger avec délicatesse les animosités des uns et des autres, sans les opposer ou prendre parti pour tel partenaire au détriment de tel autre, faute de quoi, le peuple congolais mourra piétiné sous les bottes de ces éléphants en furie. Une politique étrangère pragmatique s'impose pour la RDC.

A titre de rappel, il sied de signaler les progrès enregistrés, dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux et des investissements par L'Egypte, l'Afrique du sud, le Kenya, l'Ethiopie pour ne citer que ces quelques pays africains, dans leur coopération avec la Chine, alors que ces pays précités sont des partenaires traditionnels des Etats-Unis d'Amérique. La multi-alliance l'emporte davantage dans ce siècle plein d'intérêts mondiaux.

Aujourd'hui, grâce à la forte dynamique du commerce extérieur chinois, de ses investissements et de ses importations, Pékin semble omniprésente sur les marchés économiques des cinq continents. Cette présence économique est enfin renforcée par la politique d'aide au développement dispensée à certains pays du « Sud », des pays en situation de conflit et/ou de reconstruction post-conflit (Magali, 2010) comme c'est le cas de la République Démocratique du Congo. Ce qu'il sied de noter aussi, ce que la RDC est un pays qui a besoin de diversifier ses partenariats pour booster son économie et stabiliser ses institutions. La Chine et les USA sont tous deux indispensables pour la RDC notamment sur les plans économiques et sécuritaires. D'ailleurs, malgré la guerre économique qu'ils se livrent, ils coopèrent entre eux de façon massive. La Chine est avec l'UE les premiers partenaires économiques des USA, de même que les USA et l'UE le sont pour la Chine. Par habileté diplomatique, la RDC pourrait se transformer en un point d'intersection entre ces deux superpuissances au lieu de demeurer, éternellement un terrain d'affrontements géopolitiques.

Remarques Finales

De nos jours, la diplomatie économique est en train de prendre l'ascendant sur la diplomatie politique. Les pays déploient leurs diplomatie pour conquérir des marchés, créer des débouchées économiques, garantir l'accès aux matières premières ; etc. la diplomatie congolaise ne doit pas être du reste. Nous proposons donc une diplomatie économique congolaise en Asie-Pacifique centrée sur la promotion des potentialités de la RDC dans les domaines minier, énergétique, environnemental, de l'agro-industrie, etc. Si pour l'Amérique du Nord et l'Europe occidental les dimensions politiques et des droits humains sont souvent mises en avant, en Asie-Pacifique le tout économique prend le dessus. Il est donc impérieux pour notre pays de s'adapter à cette nouvelle donne.

Nous référant à la Convention de Vienne sur les Relations Diplomatiques principalement dans son article 3 sur les fonctions d'une mission diplomatique à savoir : représenter l'État accréditant auprès de l'État accréditaire ; protéger dans l'État accréditaire les intérêts de l'État accréditant et de ses ressortissants, dans les limites admises par le droit international ; négocier avec le Gouvernement de l'État accréditaire ; s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution des événements dans l'État accréditaire et faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'État accréditant ; promouvoir les relations amicales et développer les relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'État accréditant et l'État accréditaire ; en ce qui concerne la diplomatie congolaise en Asie-Pacifique, notamment la Chine, nous proposons une redynamisation des sections économiques et culturelles des missions diplomatiques et consulaires en envoyant les jeunes diplomates qui comprennent les enjeux de l'heure et capable de vendre une belle image de la RDC en Asie-Pacifique.

Loin d'être exhaustif, ci-dessous quelques propositions concrètes qui aiderait la RDC à développer un partenariat gagnant-gagnant

avec les pays de la région :

- La promotion et la participation de la RDC dans les grands meetings internationaux en vue de s'intégrer dans le circuit économique international ;
- Le jumelage des universités asiatiques qui accepteraient de travailler en partenariat avec les universités congolaises ;
- La réappropriation des ressources naturelles et la promotion des échanges des produits congolais afin de mettre la RDC au centre des échanges internationaux ;
- Le développement d'un dialogue franc avec la diaspora congolaise d'Asie et l'inciter à revenir investir au pays ;
- L'érection d'une structure de coordination de l'action extérieure d'autres ministères et services techniques conformément à l'ordonnance fixant les attributions des ministères (Le constat malheureux ici est que les experts et autres autorités politiques s'amènent en mission de service en Asie sans se faire signaler dans nos ambassades se trouvant dans les pays où ils y vont assister/participer aux conférences, ateliers ou formation) ;
- L'activation des principes et des objectifs clairs adaptés aux défis du 21^{ème} siècle.

En somme, il est important d'améliorer les mécanismes de consultations bilatérales existants entre la RDC et les pays de l'Asie-Pacifique, notamment avec la Chine, pour intensifier les liens intergouvernementaux, explorer de nouveaux champs de coopération et partager leurs expériences en vue de renforcer leur partenariat mutuellement avantageux. Pour ce faire, ce chapelet de bonnes intentions égrainé ci-haut requiert la présence dans la région des diplomates congolais actifs qui s'investiraient à prendre des contacts dans les milieux décisionnels et représenter le Congo dans tous les forums économiques et commerciaux afin de stimuler le commerce dans les deux sens et de faciliter aux entrepreneurs congolais l'accès au marché de l'Asie-Pacifique.

Références bibliographiques

- CABC. (2021). Chinese Investment in Africa. China-Africa Business Council, 1-136.
- CIA. (2021). Le monde en 2040 vu par la CIA. Equateurs document.
- Delherm, C. (2004). La concurrence chinoise en Afrique. Conférence du CIAN, 33-43.
- FOCAC. (2021, 11 18). http://www.focac.org/fra/zfgx_5/jmhz/202111/t20211118_10449864.htm. Récupéré sur http://www.focac.org/fra/zfgx_5/jmhz/202111/t20211118_10449864.htm
- François, L. (2005). La Chine, une puissance africaine. Perspectives chinoises, 2.
- Guillaume, P. (2018). La guerre des métaux rares, la face cachée de la transition énergétique et numérique. Paris: Les Liens qui libèrent.
- Kishore, M. (2020). Has China Won? The Chinese Challenge to American Primacy. New York: PublicAffairs.
- Magali, R. (2010). Puissance Chine : La stratégie d'affirmation internationale chinoise. Paris: IRSEM.
- Michael, S. (2021, 9 21). Kinshasa, Pékin, Washington et le piège de Thucydide. Récupéré sur politico.cd: <https://www.politico.cd/grand-angle/2021/09/21/michael-sakombi-kinshasa-pekin-washington-et-le-piege-de-thucydide-tribune.html/93331/>
- NIC. (2015). NIC 2030 Report. Brussels: EUISS.
- Olemanu, L. G. (2021). The post-cold war China's strategic move in Africa and the shifting paradigm. International Journal of Management Sciences and Business, 10.
- Olemanu, L. G. (2022). Influence of the US-China Competition in Africa on the Foreign Policy of the Democratic Republic of the Congo. Wuhan: CCNU: school of International politics.
- Olemanu, L. G. (2022). US-China Competition in Africa : the strategic Ambiguity. Open Journal of Political science, 1.
- Tian, Y. (2020). Chine 2049, la voie du renouveau national. Pékin: Editions en langues étrangères.